

PRÉFET DE LA RÉGION POITOU-CHARENTES

Arrêté n° 20 / SGAR/2013, portant inscription au titre des monuments historiques, de l'hôtel Tyndo à Thouars (Deux-Sèvres), de l'aile sud ainsi que du terrain d'assiette, en totalité.

Le préfet de la région Poitou-Charentes,
Préfet du département de la Vienne,
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code du patrimoine, livre VI, titres I et II,

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les départements et les régions,

Vu l'arrêté en date du 23 mars 1889 portant classement de « la tourelle de la maison du Président Tindeau » à Thouars (Deux-Sèvres),

Vu l'arrêté en date du 18 juillet 1934 portant inscription du « salon orné de lambris dorés du XVIIe siècle et de trumeaux peints situé au rez-de-chaussée de l'hôtel Tindeau » à Thouars (Deux Sèvres),

La commission régionale du patrimoine et des sites entendue en sa séance du 20 novembre 2012,

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier,

Considérant que l'hôtel Tyndo, les bâtiments construits par l'architecte Loué pour abriter une école de filles et une salle d'asile ainsi que le sol de la parcelle d'assiette pouvant contenir des vestiges archéologiques présentent au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt suffisant pour en rendre désirable la préservation en raison de la qualité de cet édifice lié à un important personnage de la ville de Thouars et représentatif de l'histoire de l'architecture scolaire du XIXème siècle.

arrête :

Article 1^{er} : Sont inscrits au titre des monuments historiques, en totalité, l'hôtel Tyndo, l'aile sud construite par l'architecte Loué ainsi que le sol de la parcelle d'assiette pouvant contenir des vestiges archéologiques situés 6, rue du président Tyndo à Thouars (Deux-Sèvres), sur la parcelle n° 459, d'une contenance de 45 a 38 ca, figurant au cadastre section BH et appartenant à la Communauté de Communes du Thouarsais dont le siège est à l'Hôtel des Communes du Thouarsais 4, rue de la Trémoille – BP 160 Thouars CEDEX 79104 identifiée sous le numéro SIREN 247 900 798.

Celle-ci en est propriétaire par acte du 22 décembre 2011, publié le 5 janvier 2012, volume 2012P, n° 54, au bureau des hypothèques de Bressuire (Deux-Sèvres).

Article 5 : Il sera notifié au préfet du département, au maire et au propriétaire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Fait à Poitiers, le : **16 JAN. 2013**

POUR AMPLIATION

Par délégation,
Le Secrétaire Général
~~Pour les affaires régionales,~~

ERIC ETIENNE

29 JAN 2013

*Deux-Sèvres - Courelle de la maison
du Président Lindeau, à Chouars*

1889

MINISTÈRE
DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE
ET DES BEAUX-ARTS

BEAUX-ARTS

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ARRÊTÉ

MONUMENTS HISTORIQUES

Le Ministre de l'Instruction publique

et des Beaux-Arts,

Vu la loi du 30 Mars 1887
pour la conservation des Monuments
et objets ayant un intérêt historique
et artistique.

Sur la proposition du
Directeur des Beaux-Arts et la
Commission des Monuments historiques
entendue en sa séance du 17 Février 1889;

Arrête:

article 1^{er}.

La Courelle de la maison du
président Lindeau, à Chouars (Deux-Sèvres),
est classée parmi les monuments historiques.

article II.

Le présent arrêté sera notifié
au Préfet des Deux-Sèvres et au Maire de
Chouars, qui seront responsables, chacun
en ce qui le concerne, de son exécution.

Paris, le 23 Mars 1889.

R. Ta-

MINISTÈRE
DE
L'INSTRUCTION PUBLIQUE
ET DES BEAUX-ARTS.

BEAUX-ARTS.

INVENTAIRE SUPPLÉMENTAIRE
DES
MONUMENTS HISTORIQUES.

F/
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

ARRÊTÉ.

LE MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS,

Vu la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques et
notamment l'article 2, modifié et complété par la loi du 23 juillet 1927;

La Commission des monuments historiques entendue;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Le salon orné de lambris dorés du XVII^e siècle
et de trumeaux peints situé au rez-de-chaussée de
l'Hôtel Tindeau à THOUARS (Deux-Sèvres)

appartenant à la Commune de THOUARS

est inscrit sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques.

ART. 2.

Le présent arrêté sera notifié au Préfet du département, pour les
archives de la préfecture, au maire de la commune de THOUARS,
propriétaire,

qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Paris, le

18 JUIL 1934

PAR DÉLÉGATION SPÉCIALE :

Le Directeur Général des Beaux-Arts

1^{ère}
G. HUISMAN

T. S. V. P.